



Groupe belge de l'Union interparlementaire

Section Belgique-Burundi

18.05.2020

Le 18 mai 2020, la section Burundi du Groupe belge de l'Union interparlementaire a organisé, sur l'initiative de sa présidente, une réunion à distance (étant donné les mesures dans le cadre de la crise liée au coronavirus) pour discuter de la situation au Burundi à la veille des élections du 20 mai 2020.

Du côté de la section belge les personnes suivantes ont participé à la réunion:

- Mme Séverine de Laveleye, membre de la Chambre des représentants et présidente de la section ;
- Mme Els Van Hoof, membre de la Chambre des représentants et vice-présidente de la section ;
- la collaboratrice de Mme Gisèle Ryckmans, présidente du groupe Ecolo-Groen au Sénat.

Dans le cadre de la réunion, la section a discuté la situation avec les personnes suivantes:

- Mme Juliette Nijimbere, membre fondatrice du Collectif des femmes pour la paix et la démocratie au Burundi;
- M. Janvier Bigrimana, secrétaire général de Focode, une organisation en défense des droits humains ;
- Mme Eva Demare, chargée de mission « droits humains » auprès de l'organisation non gouvernementale 11.11.11.

Le but de la composition de ce panel varié était d'avoir différentes vues sur l'actualité au Burundi. Mme Nijimbere, qui est une activiste auprès des jeunes du diaspora, a donné un point de vue de la diaspora burundaise. M. Bigrimana de sa part a exposé un point de vue sur le plan de l'état de droit. Mme Demare a exposé les analyses faites et les actions réalisées par son organisation sur le plan des droits humains au Burundi.

M. Janvier Bigrimana a expliqué que le 20 mai 2020, le Burundi organiserait des élections présidentielles et parlementaires. Le président burundais Pierre Nkurunziza, qui n'a plus posé sa candidature, a été au pouvoir pendant 15 ans et il a exécuté trois mandats consécutifs, le dernier mandat étant en contradiction avec la Constitution burundaise.

Selon l'orateur, le parti politique du président, le CNDD-FDD, veut à tout prix rester au pouvoir et a fait avancer un autre candidat, M. Evariste Ndayishimiye. Cela ressort clairement du déroulement du processus électoral :

- l'intimidation, les menaces, le meurtre et l'emprisonnement d'opposants sont à l'ordre du jour;
- seul le parti au pouvoir peut se servir des médias;
- sous le couvert d'une impossibilité pratique due à la propagation du coronavirus, l'opposition active, résidant à l'étranger, est empêchée de participer au scrutin, une observation qui a d'ailleurs été dénoncée par Mmes de Laveleye et Van Hoof dans une lettre du 8 mai 2020 adressée à l'ambassadeur burundais en Belgique;
- des observateurs électoraux se voient refuser l'accès au pays, afin que le régime ait les mains libres pour agir comme il le souhaite;



- la commission électorale est composée exclusivement de partisans du régime et elle n'est pas contrôlée elle-même, ce qui a comme conséquence que la fraude électorale en faveur du parti au pouvoir est omniprésente.

Après les élections, il y aura bientôt une nouvelle date d'expiration importante: le 26 mai, jour où les résultats des élections seront annoncés. Il y a un risque réel que des émeutes s'éclateront dans tout le pays.

Mme Juliette Nijimbere a déclaré que, depuis que M. Nkurunziza et son parti ont été au pouvoir, le gouvernement a agi de plus en plus durement pour à la fin établir une dictature sévère dans laquelle aucune opposition n'est plus tolérée et dans laquelle des opposants sont emprisonnés ou assassinés ou ont dû fuir à l'étranger. Depuis 2015, la situation a détérioré, tant sur le plan de l'économie que de la démocratie et des droits de l'homme.

Mme Eva Demare a souligné la nécessité pour la communauté internationale d'assumer sa responsabilité: l'Union africaine, la Communauté de l'Afrique de l'Est, l'Union européenne et les Nations unies peuvent contribuer à apporter des changements positifs en augmentant la pression sur le régime. La Belgique, en tant qu'ancien titulaire du mandat des Nations unies sur le Burundi, peut également jouer un rôle.

Mme Séverine de Laveleye, présidente de la section, a annoncé que, après les élections burundaises, elle recontactera les membres de la section pour voir si de nouvelles initiatives peuvent être lancées.